

# MINISTERE DE LA JUSTICE

Date: 18 décembre 1996

## DIRECTION DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

Le Directeur

à:

Madame et Messieurs les Directeurs Régionaux  
de la Protection Judiciaire de la Jeunesse  
Mesdames et Messieurs les Directeurs Départementaux  
de la Protection Judiciaire de la Jeunesse  
Monsieur le Directeur Général  
du Centre National de Formation et d'Etudes  
de la Protection Judiciaire de la Jeunesse

**Note No NOR JUS F 96 500 111**

**Réf. :** - Circulaire du 19 avril 1991 relative aux mesures d'investigation, exceptée l'enquête sociale, confiées aux services du secteur associatif habilités justice.  
- Circulaire du 8 juin 1993 relative à l'exercice des mesures d'investigation ordonnées par les juridictions pour mineurs.

**OBJET :** **Circulaire d'orientation relative à l'exercice des mesures d'investigation ordonnées par les juridictions pour mineurs.**

La Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse a, depuis plusieurs années, engagé un travail de réflexion sur la fonction investigation qui s'inscrit dans celui, plus global, visant à réinterroger les grandes fonctions éducatives à la lumière des évolutions et des enjeux qui ont marqué le paysage socio-économique, institutionnel et politique dans lequel elles s'exercent.

Ce travail, concernant la fonction investigation, a donné lieu à l'élaboration, entre autres documents, de 2 circulaires qui font aujourd'hui référence : l'une, en 1991, à destination des services du secteur associatif, l'autre, en 1993, à destination des services du secteur public de la Protection Judiciaire de la Jeunesse.

Le premier de ces textes<sup>1</sup> fixait les grandes orientations de la réforme administrative des services d'investigation du secteur associatif et proposait la mise en œuvre d'un nouveau modèle d'ordonnance d'investigation et d'orientation éducative (IOE).

---

<sup>1</sup> Circulaire du 19 avril 1991, relative aux "mesures d'investigation, exceptée l'enquête sociale, confiées aux services habilités justice".

Le second<sup>2</sup> définissait plusieurs orientations sur la mise en œuvre des mesures d'investigation confiées aux services du secteur public et invitait les directeurs régionaux à organiser sur leur région des groupes de travail, afin de débattre des orientations présentées et de recueillir les observations et propositions qu'elles pouvaient susciter, en vue de la tenue d'un nouveau CTPN consacré à la fonction investigation.

Les rapports issus des travaux menés au sein des régions ont été transmis à l'administration centrale. Leur exploitation a débouché sur l'élaboration d'une synthèse nationale qui dresse l'état des lieux de la fonction investigation dans le secteur public de la Protection Judiciaire de la Jeunesse.

Ce document de synthèse, dont a été destinataire l'ensemble des services, recense les traits marquants de l'évolution des pratiques, des difficultés de mise en œuvre des orientations définies en 93 et des observations ou critiques qu'elles ont, parfois, fait naître parmi les professionnels.

Les informations et enseignements contenus dans les rapports régionaux traduisent la persistance d'une certaine confusion sur les mesures et la fonction proprement dite, confusion sans doute imputable à une déficience de repères et à la quasi-absence de définition du cadre d'exercice applicable aux différents types de mesures mises en œuvre.

A contrario, les raisons de la forte progression du secteur associatif dans les mesures d'IOE<sup>3</sup> sont, sans doute, à chercher dans la clarification des pratiques qui a résulté de l'utilisation par ses services d'un seul modèle d'ordonnance là où certains, dans le secteur public, continuent à mettre en œuvre 3 mesures distinctes.

L'affirmation d'une doctrine claire reposant, comme le réclament d'ailleurs la plupart des professionnels, sur des référentiels aisément identifiables par tous, et qui reprennent en les complétant ou en les précisant les orientations contenues dans la circulaire de juin 1993, est donc indispensable pour harmoniser des pratiques dont la diversité semble aujourd'hui davantage le reflet de la confusion (théorique) que le fruit des capacités d'innovation (pratique) des services.

Ce souci de clarification a conduit l'administration à élaborer, à partir de la synthèse des rapports des groupes de travail régionaux, un document sur la fonction investigation qui s'efforce d'apporter des éléments de réponses aux interrogations soulevées par l'état des pratiques et de préciser les cadres d'exercice indispensables pour prévenir les dérives ou malentendus repérés.

A la fois reflet des pratiques et présentation des orientations de l'administration centrale, ce document a été soumis à l'examen du Comité Technique Paritaire National du 27 septembre 1996, avant de servir de base à l'élaboration de la présente circulaire.

Cette nouvelle circulaire, qui complète et actualise celle du 8 juin 1993, marque une étape dans une démarche de perpétuelle adaptation aux évolutions, aux interrogations, aux difficultés. Elle permet, aujourd'hui, de doter les services des repères institutionnels qui leur manquaient pour bâtir leur projet de service et mettre en œuvre selon une démarche cohérente les mesures qui leur sont confiées.

Il vous appartient, à présent, de diffuser et d'expliquer les orientations contenues dans les pages qui suivent à l'ensemble des professionnels du secteur public mais aussi aux services du secteur associatif habilité sans bien sûr oublier les magistrats de la jeunesse auxquels j'adresse pour information un exemplaire de ce texte.

---

<sup>2</sup> Circulaire du 18 juin 1993, relative à l'exercice des mesures d'investigation ordonnées par les juridictions pour mineurs.

<sup>3</sup> Ses services ont, pour la première fois, en 1995, réalisé un nombre d'IOE supérieur à celui des services du secteur public, passant de 9 919 mesures en 1989 à 12 481 en 1994, soit une progression de 26%, alors que leur nombre stagnait dans le secteur public.

Il revient aux services assurant des mesures d'investigation d'élaborer, sous l'autorité de leur directeur et en accord avec le schéma départemental dans lequel s'inscrit leur activité, un projet de service selon les orientations nationales définies ci-dessous.

Le Bureau K1 se tient à votre disposition pour apporter les précisions et les compléments d'information qui vous seraient utiles.

Vous veillerez à me faire connaître, pour au plus tard le 15 mars 1997, l'application donnée à ces orientations et les procédures que vous aurez adoptées, ainsi que les difficultés éventuelles relatives à leur mise en œuvre.

Les textes qui fondent l'intervention judiciaire en matière de protection de la jeunesse donnent pouvoir au magistrat de recourir, au pénal comme au civil, préalablement à toute décision sur le fond, à diverses mesures d'investigation. Il appartient à la Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de mettre en place auprès de chaque juridiction les moyens d'exercice de trois d'entre elles:

- l'enquête rapide,
- l'enquête sociale,
- l'investigation d'orientation éducative.

La circulaire du 8 juin 1993 soulignait l'importance de la phase d'investigation dans le procès judiciaire en rappelant, notamment, qu'elle introduit la décision judiciaire, civile ou pénale, et garantit le contradictoire dans la procédure en ouvrant le champ de l'interrogation et de l'écoute.

Mais la phase d'investigation joue aussi un rôle décisif sur le déroulement de l'action éducative proprement dite, même si elle s'en distingue fondamentalement :

- Elle permet de formuler aux magistrats des propositions éducatives, étayées sur l'apport de "techniques" professionnelles, pluridisciplinaires dans le cas de l'IOE, qui se révèlent de plus en plus utile face à la complexité des situations personnelles, familiales et sociales des mineurs dont sont saisies les juridictions.
- Elle constitue un temps d'élaboration avec le jeune et sa famille, qui est l'occasion de faire le point sur leur situation et de resituer l'intervention judiciaire dans leur histoire. Elle est souvent la garantie d'une action éducative mieux comprise, mieux acceptée et dont les chances de réussite se trouvent par le fait même accrues.
- Elle est déterminante sur l'orientation des saisines et permet dans bien des cas d'éviter des interventions éducatives longues et inopportunes.

Chacune des 3 mesures d'investigation mises en œuvre par les services de la PJJ renvoie à des définitions et à des objectifs distincts. De même, leur mise en œuvre répond-elle à des modalités différentes, tant par le contenu que par les intervenants.

Définition, objectifs et modalités de mise en œuvre permettent d'identifier chaque type de mesure. Seule une conception partagée de ces identités et, donc, une approche commune de chacun des points qui les constitue, est en mesure d'assurer la cohérence des pratiques et la cohésion des services.

C'est la raison pour laquelle ce document s'attachera à répondre, en premier lieu, au besoin de "référentiels communs" exprimé par de nombreux professionnels, portant sur la définition et les modalités d'exercice des mesures ainsi que sur l'organisation et le fonctionnement des services.

## **LES MESURES**

### **A - L'ENQUÊTE RAPIDE**

Depuis son entrée en vigueur à la fin des années 70, et plus encore, son inscription dans le droit positif, avec, en 1985, l'introduction de l'article 12 dans l'ordonnance du 2 février 1945, l'enquête rapide n'a cessé d'occuper une place croissante parmi les mesures d'investigation ordonnées par les magistrats.

Cette évolution manifeste la coexistence, au sein de l'institution, de deux modes d'intervention en matière d'investigation. L'un recherchant la rapidité, reposant sur le recueil d'informations succinctes par une personne dans des délais restreints, l'autre attachée à l'approfondissement des situations, s'inscrivant dans la durée et pouvant faire appel à plusieurs techniques professionnelles.

Ces deux modes d'intervention privilégiant, l'un la rapidité du diagnostic, l'autre son approfondissement, font désormais partie intégrante des moyens offerts aux magistrats pour éclairer leur décision; encore convient-il de ne pas les confondre en utilisant l'un pour l'autre comme cela est encore trop souvent le cas aujourd'hui.

### **LES OBJECTIFS**

L'examen des différents textes, essentiellement administratifs, se rapportant à l'enquête rapide, définissent clairement les objectifs de la mesure: l'enquête rapide a pour finalité d'apporter au magistrat, dans un temps restreint ("temps très bref"<sup>4</sup> ou "laps de temps très court"<sup>5</sup>) des informations ("le maximum de renseignements"<sup>6</sup>, "tous renseignements utiles") sur la situation d'un mineur afin de l'aider à prendre "une décision urgente".

La circulaire du 27 janvier 1986 comme celle du 21 juin 1988, rappellent, en outre, que l'intervention du S.E.A.T. ne doit en aucune façon se substituer à celle des services chargés d'effectuer les mesures d'investigation.

L'enquête rapide, en effet, ne peut en aucun cas s'apparenter à une étude de la personnalité ou à une enquête sociale. Son objet est principalement d'aider le magistrat à déterminer s'il est opportun ou non d'engager une procédure ou à prendre une décision urgente dans un dossier en cours. Mais la tentation peut être grande pour le S.E.A.T de vouloir mener lui même à terme le travail engagé, en se mobilisant, pour ce faire, au-delà de ses compétences et de ses missions.

D'où la nécessité de fixer des "garde-fous" et ce d'autant plus que l'enquête rapide s'inscrit dans une phase procédurale où les garanties sont moindres (absence de notification aux intéressés par le juge, absence de regards pluridisciplinaires, méthodes d'intervention aux contours flous) et où, comme pour toutes les mesures d'investigation, aucun recours n'est possible.

Le premier -et sans doute le plus sûr- des garde-fous est la limitation de la durée.

### **LA DURÉE**

La circulaire du 8 juin 1993 avait proposé de fixer la durée de l'enquête rapide à 10 jours. Cette recommandation a été diversement suivie, il convient donc d'y revenir et d'y insister.

---

<sup>4</sup> Circulaire du 27 janvier 1986.

<sup>5</sup> Circulaire du 21 juin 1988.

<sup>6</sup> Idem.

Le recours à l'enquête rapide n'a de sens que parce qu'une décision doit être prise en urgence ou ne nécessite qu'un simple recueil de renseignements ponctuels et aisément accessibles. C'est cette immédiateté de la réponse qui justifie la mise en œuvre d'une forme d'investigation que l'on peut qualifier de rudimentaire et dont la portée est par la force des choses limitée.

Si, au terme de cette appréhension ponctuelle de la situation, les éléments présentés par le S.E.A.T. sont jugés insuffisants par le magistrat pour rendre sa décision, il appartiendra à ce dernier de saisir un service pouvant mettre en œuvre des mesures d'investigation plus appropriées (enquête sociale ou IOE par exemple).

En tout état de cause, le S.E.A.T, quel que soit le niveau d'informations recueillies, remettra dans un délai maximal de 10 jours un rapport écrit au magistrat, en proposant si besoin est une mesure d'investigation approfondie.

### **LA SAISINE**

La saisine du service doit dans tous les cas se faire par écrit à l'aide d'un soit-transmis ou d'un imprimé type qui devra préciser la nature des renseignements attendus.

### **LES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**

Le recueil d'informations par le SEAT résulte le plus souvent d'une audition directe du jeune et de sa famille (c'est le cas principalement lorsque le mineur est déféré au tribunal ou lorsqu'il s'y présente spontanément avec, ou sans, ses parents).

Il peut aussi donner lieu à des contacts téléphoniques auprès des organismes, services ou professionnels qui connaissent déjà le jeune et/ou sa famille.

Dans certaines situations, ces premiers éléments d'information doivent être complétés par des démarches au domicile du jeune (notamment lorsque le magistrat dispose d'un dossier succinct). Celles-ci doivent, comme le préconisait la circulaire du 21 juin 1988, "être limitées aux situations exceptionnelles".

Ces démarches s'apparentent toutefois davantage à une prise de contact (semblable à celle qui peut se faire lors d'une audition au tribunal) qu'à un véritable travail d'enquête, et, en cela, on peut penser que le terme "enquête" est mal choisi car risquant d'entraîner un investissement disproportionné à la nature des informations à recueillir qui portent exclusivement sur des données personnelles, familiales et sociales simples.

C'est la raison pour laquelle j'ai proposé, lors du CTPN du 27 septembre, de remplacer l'appellation "enquête rapide", aujourd'hui usitée, par celle de "recueil de renseignements socio-éducatifs" plus appropriée. Cette proposition a été adoptée à l'unanimité par le CTPN. Aussi, l'ensemble des personnels de la PJJ devra-t-il désormais substituer cette nouvelle dénomination à l'appellation antérieure.

Les démarches entreprises visant à recueillir ces renseignements socio-éducatifs feront l'objet d'un écrit remis au magistrat et versé au dossier. Les modalités de recueil des informations contenues dans ce rapport seront précisées.

Avant d'entreprendre les démarches de recueil d'informations le SEAT prendra contact avec la famille et lui précisera l'objet de la mesure et ses modalités de mise en œuvre.

De la même façon, les interlocuteurs auprès desquels sont recueillis les renseignements doivent être informés du cadre dans lequel est sollicité leur concours.

La mise en œuvre des recueils de renseignements socio-éducatifs relève de la compétence des personnels affectés au S.E.A.T. (éducateurs et le cas échéant assistants de service social) ou assurant les fonctions S.E.A.T. (cas dans certains petits tribunaux). Elle relève de l'attribution des seuls éducateurs lorsqu'elle s'exerce en application de l'article 12 de l'ordonnance du 2 février 1945.

## **B - L'ENQUÊTE SOCIALE**

L'enquête sociale trouve ses fondements juridiques dans plusieurs textes: l'ordonnance du 2 février 1945, celle du 23 décembre 1958 et la loi du 4 juin 1970.

Le juge est ainsi fondé, en application de l'un ou l'autre de ces textes, à ordonner une enquête sociale, notamment pour valider ou infirmer, sur une durée relativement courte, les hypothèses posées à l'origine d'un signalement. Elle lui apporte des orientations sur les suites à donner, que celles-ci se situent dans ou hors du cadre judiciaire.

Si la plupart des enquêtes sociales sont confiées par ordonnance des juges des enfants, certaines le sont par simple soit-transmis, avant même l'ouverture du dossier. Pour ces dernières, l'objectif est alors d'apporter au magistrat des éléments d'information sur la situation du mineur afin qu'il puisse évaluer l'opportunité d'une saisine (cas par exemple, des signalements émanant de l'entourage ou du voisinage parvenus directement au magistrat).

Il apparaît que l'utilisation d'un même terme, pour deux types de mesures aux objectifs différents, amène des glissements quant au contenu et aux méthodes et techniques employées.

C'est pourquoi il paraît utile de rappeler que l'appellation "enquête sociale" n'est applicable qu'aux enquêtes confiées par ordonnance ou, plus rarement, par jugement, dans le cadre des procédures civiles ou pénales. Les enquêtes réalisées à la suite d'un soit-transmis seront assimilées à des "recueils de renseignements socio-éducatifs" et leur réalisation s'effectuera dans le cadre défini précédemment pour cette mesure.

### **LES OBJECTIFS**

L'enquête sociale vise à recueillir des informations sur l'histoire familiale, l'insertion de la famille et sa capacité d'ancrage dans son environnement social, économique et culturel et à repérer les dysfonctionnements relationnels. Elle permet aussi d'évaluer les ressources personnelles et les capacités d'évolution de la famille.

A ces fins, l'enquête sociale apporte au magistrat, au pénal comme au civil, des éléments sur la situation matérielle et morale de la famille, les antécédents et les conditions d'éducation du mineur. Ces éléments contribuent, au civil, à qualifier la réalité et la nature du danger.

Dans le même temps, l'enquête sociale offre aux familles et aux mineurs la possibilité de s'exprimer, de mieux comprendre leur situation et de participer ainsi aux réponses à proposer au juge.

Les mesures d'enquêtes sociales s'effectuent dans un temps relativement bref, en général 3 ou 4 mois. Ce temps doit permettre de concilier les deux objectifs de la mesure qui sont de renseigner rapidement le magistrat et d'aider la famille à exprimer ses difficultés et à élaborer les réponses qui lui paraissent nécessaires.

### **LES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**

L'enquête sociale désigne une technique d'intervention propre au professionnel de service social. Pour autant il ne s'agit en aucun cas d'une mesure personnalisée. L'ordonnance confie, en effet, la mesure non pas à une personne mais à un service, lequel est placé sous l'autorité d'un directeur et organisé selon un projet de service qui définit la place et le rôle des différents professionnels.

C'est dans ou à partir de ce cadre institutionnel qui lui attribue une place et un rôle au sein d'une équipe pluridisciplinaire, tout en lui garantissant sa spécificité professionnelle, que l'assistant de service social met en œuvre les enquêtes sociales confiées au service. A cet égard les propositions résultant de l'enquête font l'objet d'une discussion au sein de l'équipe. De même, le rapport d'enquête, s'il est rédigé et signé par l'assistant de service social qui a réalisé l'enquête, est transmis au magistrat sous-couvert du directeur de service.

L'enquête sociale apporte des informations concrètes sur l'état civil et la composition de la famille, sur le domicile et le logement, le budget familial, le cursus professionnel des parents, le parcours scolaire du jeune et sa situation sanitaire. Enfin elle permet d'identifier les services intervenant déjà dans la famille.

Pour ce faire, les assistants sociaux rencontrent le jeune et sa famille au domicile, au service ou en tout autre lieu. Ils s'appuient sur une bonne connaissance des réseaux institutionnels du travail social pour rechercher des informations auprès des partenaires ayant eu à connaître la famille, affiner leur analyse et élaborer leurs propositions.

Le rapport d'enquête sociale présente un travail d'analyse et de synthèse de la situation. Il apporte au magistrat, afin qu'il fonde sa décision, des éléments d'information sur la situation en cause (de danger ou de délinquance) et sur les capacités de la famille et du mineur à évoluer.

Cet acte professionnel reconnaît la personne comme sujet de droit et recherche sa collaboration tout au long du processus.

### **C - LA MESURE D'INVESTIGATION ET D'ORIENTATION ÉDUCATIVE : I.O.E.**

La mesure d'IOE peut être prononcée en application de l'ordonnance du 2 février 1945, de la loi du 4 juin 1970, du décret du 18 février 1975 relatif à la protection judiciaire des jeunes majeurs, ainsi que des dispositions de l'article 1183 du NCPC.

Entré en vigueur le 1er janvier 1992, le nouveau modèle d'ordonnance donne lieu à une utilisation très inégale dans les services du secteur public et ceux du secteur associatif habilité de la Protection Judiciaire de la Jeunesse.

Il est vrai que, systématique à l'égard de ces derniers, le recours à l'ordonnance d'IOE, reste, en revanche, facultatif pour les services du secteur public où, pour cette raison même, on se trouve aujourd'hui en présence de configurations très diverses d'un département à l'autre, parfois, sur le même département, d'un service à l'autre.

Schématiquement 3 modes de fonctionnement départagent les services du secteur public suivant qu'ils n'exercent que des IOE, continuent à ne recevoir que des COE et des OMO ou, enfin, assurent indifféremment les trois types de mesure.

Face à cette disparité, une clarification s'impose, car il est difficilement concevable que le secteur public continue à maintenir trois types de mesures là où le secteur associatif n'en utilise qu'un seul.

C'est la raison pour laquelle j'ai proposé au CTPN de généraliser la mesure d'IOE à l'ensemble des services du secteur public, en rendant systématique, à l'instar de ce qui se pratique depuis plusieurs années dans le secteur associatif habilité, le recours à l'ordonnance d'IOE.

Sans méconnaître les réticences exprimées par certains sur le terme investigation il n'est pas souhaitable de remplacer l'appellation adoptée en 1991 et ce d'autant plus qu'aucun des termes proposés pour la remplacer n'est davantage satisfaisant.

En outre la définition donnée à la mesure d'IOE, avec sa double composante d'aide à la décision du magistrat et de travail d'élaboration avec les familles, ainsi que son caractère pluridisciplinaire accordant, de droit, une place au psychologue, devraient être en mesure d'écarter les craintes qui peuvent encore persister, ici ou là, sur le terme retenu.

L'ordonnance d'IOE a, entre autres, le mérite d'offrir une grande souplesse d'utilisation plus en conformité avec la réalité des situations. Elle peut, ainsi, être utilisée par les magistrats selon deux modalités distinctes:

- soit en demandant la mise en œuvre d'examens précis (ordonnances cochées).
- soit en laissant à l'équipe le soin de déterminer elle-même le nombre et la nature des examens à réaliser en fonction de son appréciation, et de l'évolution de la situation visée (ordonnance blanche).

Ce second mode d'utilisation, qui semble de loin le plus fréquent donne aux services une marge d'initiative plus grande, ainsi qu'une plus grande efficacité, dans l'exercice des mesures d'IOE.

Pour toutes ces raisons il n'est que temps de remplacer les ordonnances de COE et d'OMO dont la distinction, devenue purement formelle, n'a plus lieu d'être, par la seule ordonnance d'IOE.

Aussi, vous voudrez bien sans tarder mettre en application cette décision en invitant les magistrats à désormais recourir à l'ordonnance d'IOE pour tous les services du secteur public comme pour ceux du secteur associatif habilité. J'adresse, pour ma part, une note aux Présidents de Tribunaux pour Enfants les informant des nouvelles dispositions prises en matière d'investigation.

### **LA FINALITÉ DE LA MESURE**

L'IOE a pour finalité d'évaluer les difficultés du jeune et de sa famille ainsi que leurs potentialités d'évolution afin de déterminer s'il y a lieu de prononcer à leur égard une mesure éducative et, dans l'affirmative, d'en définir la nature: action éducative en milieu ouvert, placement, hébergement diversifié, etc.

Dans cette double optique l'équipe chargée de l'IOE s'attache à :

- prendre en compte les différents aspects de la situation, notamment éducatif, socio-économique, psychologique et sanitaire. Elle met en œuvre, à cet effet, une approche interdisciplinaire où, à défaut d'intervenir systématiquement auprès de tous les jeunes, chaque professionnel du service a connaissance de leur situation.
- aider le jeune et ses parents à acquérir une meilleure compréhension de leur situation et à mettre eux-mêmes en œuvre les solutions propres à résoudre leurs difficultés. Dans l'hypothèse où les carences ou les conflits nécessitent, au terme de la phase d'investigation, aide et conseils sous forme d'un accompagnement éducatif, la mesure d'IOE permet aux bénéficiaires de mieux accepter cette intervention et d'en être véritablement parties prenantes.

A l'issue de cette démarche, il appartient au service de formuler au magistrat une proposition, fixant des objectifs et les moyens à mettre en œuvre.

Il convient de préciser que l'aide apportée au jeune et à sa famille dans la mesure d'IOE en vue de leur permettre de comprendre et de résoudre par eux mêmes leurs difficultés, ne signifie nullement que la phase d'investigation puisse se confondre, en quoi que ce soit, avec une démarche éducative, ou, encore moins, thérapeutique. Il s'agit, dans l'IOE, d'un travail d'écoute qui, s'il peut favoriser la



résolution des conflits, ne peut aller, pour ce faire, jusqu'à accompagner activement la mise en œuvre de ces changements. Si accompagnement il doit y avoir, celui-ci ne peut être mené que dans le cadre d'une mesure d' action éducative dûment ordonnée par le magistrat.

### **DE LA PLURIDISCIPLINARITÉ À L'INTERDISCIPLINARITÉ**

Des trois types de mesures d'investigation confiées aux services du secteur public de la PJJ, l'IOE est la seule à présenter un contenu réellement pluridisciplinaire. Il apparaît, en conséquence, important de mieux définir ce que recouvre cette notion de "pluridisciplinarité" qui constitue la spécificité de l'IOE en rappelant tout d'abord que, conformément aux termes de la circulaire de 1993, celle-ci consiste a minima en l'intervention systématique de l'éducateur et du psychologue.

Au-delà de cette affirmation, il faut garder à l'esprit que la démarche d'investigation est une démarche où chaque professionnel du service est concerné. Les examens psychologique, psychiatrique ou médical, les bilans social, scolaire et professionnel, s'inscrivent dans une mission éducative. Il ne s'agit pas de réaliser des expertises ou de poser des diagnostics instantanés mais de mobiliser dans la durée plusieurs catégories de professionnels afin de permettre d'élargir l'analyse aux champs social, éducatif, psychologique et médical.

L'objectif de la pluridisciplinarité n'est donc pas de juxtaposer des approches se réclamant de diverses disciplines professionnelles, mais de faire entrer ces approches en interaction pour faciliter une compréhension de la situation et interroger le bien fondé d'une intervention éducative. En ce sens on parlera plus volontiers d'interdisciplinarité que de pluridisciplinarité.

On comprend alors que, pour garantir l'interdisciplinarité, il est essentiel de multiplier les temps d'échanges entre les professionnels des différentes disciplines. A cet effet, des réunions de travail seront organisées à certains moments clés du déroulement de la mesure (attribution, évaluation, synthèse...).

Une procédure doit notamment être mise en place qui permette à chacun d'être informé de chaque situation faisant l'objet d'une IOE, d'en faire une lecture spécifique à l'aide des "techniques" de sa profession, d'interroger la lecture de l'autre et de déterminer, en concertation, s'il y a lieu d'intervenir. Sur ce dernier point il convient d'entendre que chaque professionnel doit être en mesure de définir et d'argumenter les fondements de son intervention au sein même de la mise en œuvre de la mesure d'IOE sous la responsabilité du directeur.

Ainsi, l'interdisciplinarité procède-t-elle d'un échange permanent et d'un enrichissement mutuel entre les professionnels des différentes disciplines.

Par ailleurs, l'interdisciplinarité, en confrontant les analyses de professionnels aux techniques et aux cultures différentes assure une meilleure protection du droit des gens et accorde une plus grande considération à la parole des familles.

L'interdisciplinarité ne peut toutefois être garantie que par une définition, partagée par tous, du rôle de chaque intervenant, et inscrite, à cet effet, dans le projet de service. Cette définition du rôle de chaque intervenant se fait dans le respect du statut professionnel et des compétences spécifiques de chacun, dont est garant le directeur de service.

A cet égard, une précision s'impose concernant le rôle des personnels de service social dans la fonction investigation tel qu'il a été défini dans la précédente circulaire.

Celui-ci ne se limite pas, en effet, à l'enquête sociale. Les assistants sociaux ont également leur place dans la mise en œuvre des mesures d'IOE, dans lesquelles ils peuvent être amenés à réaliser un

bilan social centré sur l'évaluation globale de la situation sociale de la famille, et qui se distingue, en cela, de l'enquête sociale qui prend également en compte la situation du jeune.

Ce bilan fait apparaître la trajectoire sociale de la famille. En s'appuyant sur des données concrètes comme la composition familiale, le logement, le budget familial, le cursus professionnel des parents, l'assistant social cherche à reconstituer les éléments qui expliquent la situation actuelle de la famille. Il analyse ses ressources relationnelles et ses capacités à solliciter une aide institutionnelle.

Dans le contexte actuel de difficultés socio-économiques et culturelles qui pèsent de façon non négligeable dans les risques d'exclusion, l'importance du bilan social ne doit plus être ignorée.

Sa mise en œuvre ne saurait, pour autant, être systématique, notamment lorsque les informations qu'il contient sont déjà disponibles par ailleurs (enquête sociale antérieure, connaissance de la famille par les services sociaux...). Dans ce cas, un simple recueil de renseignements socio-économiques est suffisant. Celui-ci pourra être réalisé par un assistant social ou un éducateur.

### ***- Les examens spécialisés***

Outre les évaluations réalisées par les professionnels constituant l'équipe pluridisciplinaire, le recours à des examens complémentaires dans des domaines particuliers devra être envisagé. C'est notamment le cas en matière de santé, ainsi qu'en matière scolaire et professionnelle.

#### ***- Le bilan de santé***

L'état de santé du jeune doit être pris en compte dans la mesure d'IOE, notamment afin de ne pas risquer de négliger une pathologie médicale grave. Cette exigence ne saurait pour autant être comprise comme la nécessité de procéder à un bilan de santé systématique. Elle doit, dans un premier temps, se limiter à s'assurer qu'un bilan médical a été réalisé dans un passé récent ( PMI, santé scolaire, médecine du travail, médecin de famille ). En l'absence d'un tel bilan, il est nécessaire de solliciter la famille afin qu'elle fasse elle-même pratiquer un examen par un médecin de son choix. Toutefois si, au delà d'un délai qui sera précisé à la famille, le bilan n'a pas été réalisé, il appartient au service d'apprécier l'opportunité de le mettre lui-même en œuvre. Il peut alors, le cas échéant, faire appel à un médecin vacataire rattaché au service, à un médecin du secteur public ou de pratique libérale ou à celui de la famille.

#### ***- Le bilan scolaire et professionnel***

Le rapport des jeunes à la scolarité et/ou à l'insertion professionnelle constitue également un élément essentiel dans l'évaluation de leur situation. A cet égard, il pourra être utile de procéder à l'évaluation des acquis de base, notamment si un bilan scolaire ou professionnel n'a pas été récemment pratiqué (école, stage professionnel, mission locale...).

Le service pourra, dans cette optique, avoir recours aux CIO ( centres d'information et d'orientation), qu'ils soient spécialisés ou non.

#### ***- Les autres examens spécialisés***

Le service éducatif pourra proposer au juge et à la famille tout examen complémentaire qui lui paraîtra nécessaire faisant appel à d'autres spécialités, qu'il s'agisse d'examens psychomoteurs et orthophoniques, de consultations spécialisées dans les problématiques liées à l'interculturalité, etc.

## **LA SYNTHÈSE**

Les propositions d'orientation résultant des différentes évaluations et analyses pratiquées durant la mesure doivent donner lieu à une élaboration collective au cours d'une réunion de synthèse placée sous l'autorité du directeur du service et animée par lui. Il importe que l'ensemble des personnels- ou, du moins, à défaut, un représentant des différentes disciplines professionnelles entrant dans la composition pluridisciplinaire du service- participe à cette réunion.

## **LA RESTITUTION**

Il est important de rappeler que la mesure d'investigation s'inscrit dans un cadre judiciaire et que les interventions auxquelles donne lieu sa mise en œuvre doivent faire l'objet d'une restitution au magistrat décideur, de la façon suivante: les propositions résultant de la réunion de synthèse sont communiquées au magistrat, accompagnées des comptes rendus des différents examens mis en œuvre, impérativement rédigés et signés par les professionnels qui les ont réalisés . La rédaction du rapport de synthèse est, en revanche, assurée par le directeur ou, dans le cas contraire, selon des modalités définies dans le projet de service.

Le rapport de synthèse, transmis au magistrat, sous couvert du directeur du service, devient une pièce du dossier judiciaire. Il peut être consulté par l'avocat selon les règles du Nouveau Code de Procédure Civile (article 1187), mais ne peut, en aucune façon, être communiqué aux parties et a fortiori à des tiers. Si le magistrat est, en conséquence, le seul destinataire du rapport d'investigation il convient toutefois d'informer les jeunes et les familles des propositions faites au magistrat afin de leur en expliquer la nature et la portée. Cette restitution aux familles se fait selon des modalités figurant dans le projet de service.

## **LA DURÉE**

Les mesures d'investigation "sont assimilables pour la durée et les conditions de prorogation à des mesures provisoires"<sup>7</sup>... pour lesquelles la décision sur le fond doit intervenir dans un délai de 6 mois, à compter de la décision ordonnant la mesure.

De nombreux services entendent ce délai comme la durée habituelle de la mesure d'IOE alors qu'il s'agit de sa durée maximale. C'est pourquoi il y a lieu de rappeler que, si la dimension d'aide au jeune et à sa famille justifie le plus souvent la poursuite de la mesure jusqu'à son terme légal, il convient pour autant de ne pas perdre de vue toutes les situations pour lesquelles le rapport peut -ou doit- être remis au magistrat dans des délais plus brefs, notamment lorsque ce dernier en fait expressément la demande.

C'est aussi le cas pour les situations simples où il n'apparaît pas opportun de poursuivre hors de raison les investigations engagées, ou, à l'inverse, dans les situations de crise nécessitant, sans attendre, la mise en œuvre d'une prise en charge éducative. Le service assurant l'investigation devra alors, dans les plus brefs délais, informer par écrit le magistrat. La mesure d'investigation pourra éventuellement, en fonction de son degré d'avancement et avec l'accord du magistrat, se poursuivre après le prononcé de la mesure éducative.

---

<sup>7</sup> Circulaire DPJJ du 19 avril 1991 relative aux "mesures d'investigation, exceptée, l'enquête sociale, confiées aux services habilités justice".

## **LES NORMES ET LE PROJET DE SERVICE**

Les modalités de mise en œuvre des différentes mesures d'investigation confiées aux services, ainsi que le rôle, la place et les capacités d'intervention de chaque intervenant, doivent être clairement repérables dans le projet de service.

### **A - LES NORMES**

Les capacités d'intervention en investigation qui doivent figurer dans le projet de service, sont déterminées à partir des effectifs dont dispose le service mais aussi des moyens existants sur le département et inscrits dans le schéma départemental.

Elles doivent aussi tenir compte de facteurs multiples se rapportant à la situation locale. Les choix pédagogiques du service, les configurations spécifiques de son environnement, les politiques locales, les pratiques souvent individualisées des magistrats, sont autant d'éléments qui, parmi d'autres, pèsent sur l'élaboration du projet du service et la définition de ses capacités d'intervention.

Pour autant, celles-ci ne peuvent reposer sur la seule appréhension de données locales. Elles n'ont de sens, de validité, que parce que, tout en tenant compte de la complexité du "local" et du particulier, elles se fondent sur des références nationales qui garantissent une cohérence entre les capacités affichées par les différents services assurant la fonction investigation.

C'est l'une des raisons pour lesquelles la définition de normes nationales est nécessaire, sachant que l'intervention systématique d'un psychologue dans toutes les mesures d'IOE a pour conséquence de limiter le nombre d'IOE réalisable par chaque service à celui réalisable par le (ou les) psychologue intervenant dans le service.

Afin de permettre aux psychologues du secteur public de la PJJ de consacrer leur activité à parité entre les mesures d'investigation et le soutien aux actions éducatives menées en milieu ouvert ou en hébergement, le nombre annuel d'IOE par psychologue est fixé à 60.

Les capacités d'intervention des éducateurs, autres professionnels à intervenir de façon systématique dans la mise en œuvre des IOE, ne sont, ni plus ni moins, dans chaque service, que celles résultant de la répartition mathématique de celles retenues pour les psychologues. Il est, dans l'immédiat, difficile d'être plus précis sachant que ces normes devront être complétées lors du prochain CTPN sur l'action éducative en milieu ouvert.

Les capacités d'intervention des personnels de service social doivent tenir compte de la diversité de leurs compétences en matière d'investigation et de celles qui leur sont reconnues dans le suivi des mesures d'action éducative en milieu ouvert.

Leur calcul se base sur la norme de 58 enquêtes sociales annuelles par assistant social arrêtée pour les services du secteur associatif qui correspond à un temps moyen d'intervention dans l'enquête sociale de 26 heures. Le temps moyen d'intervention dans le bilan social est quant à lui évalué à 17 heures.

Les normes validées au plan national sont la référence; elles ont valeur indicative et, à ce titre, sont les bases à partir desquelles peuvent être discutées puis validées les capacités d'intervention en investigation de chaque service de milieu ouvert ainsi que les charges correspondantes de chacun des intervenants.

Ainsi, à titre d'exemple, la norme définie plus haut s'appliquant aux psychologues ne signifie nullement que tous doivent désormais réaliser 60 IOE dans l'année.

Elle indique simplement qu'un service dans lequel intervient un psychologue à temps plein peut raisonnablement afficher une capacité installée de 60 IOE garantissant ainsi un temps d'intervention identique en investigation et dans les autres fonctions éducatives et que, si besoin est, ces capacités d'intervention peuvent être modulées à partir de ce repère. Autrement dit dans le cas extrême, et purement hypothétique, ou un psychologue exercerait la totalité de ses activités en investigation il pourrait réaliser 120 IOE dans l'année.

## **B - LE PROJET DE SERVICE**

L'importance de ce document a été longuement exposée dans la circulaire du 30 août 1993. Il n'y a donc pas lieu d'y revenir ici, si ce n'est pour ajouter que la possibilité, pour le magistrat, de laisser au service le libre choix des examens à mettre en œuvre dans les mesures d'IOE va de pair, pour l'équipe, avec l'impératif d'élaboration d'un projet de service faisant apparaître les modalités précises d'exercice de ces mesures. Ce n'est, en effet, qu'à cette condition que les magistrats pourront, en confiance, adresser aux services des ordonnances "blanches".

D'une manière générale, les grandes étapes de mise en œuvre des mesures (réception de la mesure, attribution, convocation, accueil, etc.) devront être précisément décrites dans le projet de service.

Chargé de deux fonctions distinctes, l'investigation et l'action éducative en milieu ouvert, il est primordial que chaque CAE fasse clairement apparaître dans son projet ses capacités d'intervention dans l'une et l'autre de ces fonctions.

Ces capacités sont définies en accord avec le directeur départemental, en tenant compte des moyens d'investigation offerts aux magistrats sur le département, tant par les services du secteur public que par ceux du secteur associatif habilité.

Si l'accent, en fonction des besoins départementaux, doit être mis dans tel ou tel service sur la fonction investigation, toute idée de spécialisation dans l'exercice des seules mesures d'investigation est toutefois à écarter.

De la même façon, la définition du rôle des différents intervenants rattachés au service doit tenir compte de la diversité des fonctions pouvant être assurées par ces personnels tant en investigation que dans le suivi des mesures éducatives en milieu ouvert.

Pour le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et par délégation  
Le Directeur de la Protection judiciaire de la Jeunesse  
Cécile PETIT